

Un nouveau mode de développement

Mieux diagnostiquer pour mieux agir

La course effrénée au profit fait deux victimes principales :

* Les femmes et les hommes broyés au quotidien par des entreprises qui n'ont pour seul objectif que la rentabilité maximum.

* La planète qui n'en finit pas d'être pillée et sacrifiée sur l'autel de la recherche du profit maximum. Réchauffement climatique, épuisement des ressources naturelles, tendent à engager un processus dont nous ne pourrons bientôt plus maîtriser les conséquences.

Aujourd'hui pour sortir de cette spirale infernale il faut se mettre en capacité de répondre aux exigences d'un nouveau type de croissance, d'un nouveau type de développement social et humain et solidaire.

Nous proposons d'établir un diagnostic de la situation autour de 4 axes: industriel, environnemental, agricole et alimentaire et urbain.

Sur le plan industriel :

Depuis le début de la crise la France a perdu près de 20% de son industrie et des centaines de milliers d'emplois. La crise accélère un processus engagé depuis plusieurs années où la politique industrielle stagne ne répondant plus aux besoins. En 10 ans la perte de nos parts de marché atteint 16% pour les produits manufacturés.

La réalité aujourd'hui c'est une France en incapacité de produire au regard des besoins de consommation. La cause principale en est la stratégie patronale soutenue par la puissance publique qui pour augmenter la rentabilité du capital à délocalisé et a donné la priorité aux placements financiers au détriment de l'investissement productif, de l'emploi, de la formation et de la recherche. Un phénomène qui se traduit dans les chiffres : en 1985 les dividendes versés aux actionnaires représentaient moins de 5% de la valeur ajoutées. Ce ratio est passé à 10% en 1993 et à 24% aujourd'hui.

Il s'agit d'identifier et remettre en cause tous les supports qui depuis environ 30 ans sont à l'œuvre dans le processus de désindustrialisation de la France. Mettre en évidence tous les outils financiers, fiscaux et institutionnels (subventions à la casse des bateaux de pêches par

ex.) qui concourent à la réalisation de cette logique de la désindustrialisation du pays sous-couvert de la société post-industrielle.

Sur le plan environnemental :

Nécessité de pointer au niveau de chaque territoire toutes les productions dévastatrices socialement et écologiquement, de lister les phénomènes de délocalisations d'activités et de réimportations des produits au détriment du maintien et de la création des emplois locaux, de faire l'inventaire des mécanismes (Délocalisations/importations) qui conduisent à l'augmentation du gaz à effet de serre, participent à la destruction de la biodiversité et contribuent à rompre les écosystèmes.

Les régions doivent aider à tourner définitivement la page économique du triomphe du moins disant social, fiscal, environnemental.

Sur le plan agricole et alimentaire :

Il faut cerner dans chaque régions, les dégâts environnementaux et sanitaires qui découlent directement du productivisme agricole tels que la pollution de l'air, des terres, des sous-sols et de la mer et de la mauvaise qualité des produits alimentaires.

Mettre en évidence les principales causes des difficultés socio-économiques des paysans-agriculteurs et artisans-pêcheurs. La domination des centrales d'achats, le poids financiers des grossistes, des agro business, la faiblesse des coopératives, etc. représentent un réel enjeu dans le système agraire, pastorale et agro-alimentaire. La faim et l'insécurité alimentaire sont le lot quotidien de nombreux concitoyens.

A partir de ces réalités et de retour d'expériences d'initiatives, établir un programme de propositions concrètes en mesure de faire réaliser au niveau du territoire régional l'ambition agricole et alimentaire que nous voulons.

Sur le plan urbain :

Dégager les principales critiques qui pèsent sur le cadre de vie urbaine. Critiques liées aux difficultés des transports en commun, éloignement domicile-travail, qualité de l'air, embouteillage dans sur les routes, pollution atmosphérique etc. Difficultés d'accès à un logement de qualité. Dégradation des conditions de vie sociales des salariés, apartheid urbain, précarité, creusement des inégalités etc.

A partir de ces réalités, établir un programme de propositions concrètes en mesure de produire au niveau du territoire régional le cadre urbain que nous cherchons à construire.